

UNITED STAGES
Saison 19/20
Rapport d'activité

RÉHABILITER L'UTOPIE



unitedstages.belgium@gmail.com



[Facebook/UnitedstagesBelgium](https://www.facebook.com/UnitedstagesBelgium)

Table des Matières

- 1** Préambule
- 3** Général
- 5** Le projet pendant la saison 19/20
 - 1. Le groupe de travail « Diversités et inclusion »
 - 2. Les Immenses, manifeste pour le droit à l'aisance
 - 3. Les plénières thématiques
 - 4. Une nouvelles coordinatrice
- 15** Organisation du travail
 - Les pôles de travail
 - Les financements
 - Récoltes de fonds et actions
- 16** Perspectives 2020/2021

Préambule

“Être utile”, “prendre part à la transition”, “préparer le monde d’après”, “faire acte de solidarité”, “réinventer l’avenir”... Voilà quelques-unes des missions qui semblent occuper la quasi-totalité de la société depuis le début de la crise du coronavirus. Les citoyens solidaires, les associations, les établissements scolaires ou de santé, les institutions culturelles, et même les entreprises traditionnelles, tous et toutes appellent au changement.

Mais comment comprendre ce désir de renouveau, cette quête de transition vers plus de justice sociale, écologique, migratoire, quand elle est défendue par des acteurs aux valeurs et aux ambitions si diamétralement opposées ?

Comment se situer et prendre part à cet indispensable changement de cap, sans jouer le jeu de Coca-Cola, qui nous invite dans sa dernière campagne, non sans ironie, à rester solidaires, ensemble et “plus ouvert que jamais”.

Ou celui d’Emmanuel Macron, qui par un habile tour de passe-passe, fait de la « démocratisation culturelle » le projet majeur de la culture en ce temps de crise. Une fois passé l’ébahissement devant la noblesse d’une telle ambition, on est quand même tenté de s’interroger sur le sens de la création artistique quand elle obéit à la même logique néolibérale que le marché ? Quand, à défaut de pouvoir créer librement, les artistes sont enjoins à proposer une offre qui réponde aux attentes, aux besoins supposés, d’un public précarisé/ défavorisé qu’il conviendrait d’inclure ?

Les discours sur l’inutilité, le caractère superflu, parasite des artistes, des oeuvres, ou des maisons d’arts, ont quitté le champ médiatique depuis le mois de mars. Le consensus est unanime : l’art est utile. Utile socialement et politiquement, et à ce titre, il est sommé de contribuer au “renouvellement du monde”. L’UNESCO est d’accord, Sophie Wilmès est d’accord, Coca Cola est d’accord, même les opérateurs culturels sont d’accord.

Tout devient alors question de motivation.

De quelle transition serons nous le nom ?



Au sein du label UNITED STAGES, nous avons tâché de saisir l'opportunité donnée par cette crise, pour nous demander à quoi, à qui et pour quoi l'art est utile en 2020, au temps de l'isolement, de la confusion politique, des faillites économiques et des apéros en lignes.

Clouer le bec de la Thatcher. Affirmer qu'il y a "So many alternatives". Faire valoir nos rêves et nos espoirs, en dépit de leur manque quasi pathologique d'imagination. Contrer la morosité, la fatalité.

Creuser les brèches. Ne pas se laisser berner.

Habiter l'utopie.

Changer vraiment.

Voilà qui donne de le ton.

Reprenons à notre compte les mots d'Evelyne Pieiller, qui paraphrase Ernst Bloch, et esquisse une réponse en rupture avec les discours utilitaristes sur la l'art et son pouvoir civilisateur, et nous aide à entrevoir ce que peut être la culture dans notre système d'exclusion et de domination.

« Il reste dans le monde une bonne part de rêve qui n'a pas encore été utilisée, d'histoire qui n'a pas été élaborée, de nature qu'on n'a pas vendue.

Faire sentir ce qui nous manque, et en donner le désir, voilà qui est magnifiquement utile — à tous. »

Général

Le label rassemble aujourd'hui 54 institutions culturelles en Wallonie et à Bruxelles, solidaires et engagées auprès des personnes les plus fragilisées. Iels se mobilisent pour faire valoir leur vision et leurs valeurs en ce qui concerne l'accueil et la prise en charge des personnes en situation de grande fragilité. Publiquement, iels entendent faire résonner une autre voix que celle de l'exclusion, de la xénophobie et du repli sur soi. Collectivement, iels s'associent pour :

- ❖ Sensibiliser leurs publics aux valeurs de tolérance et de respect, à la richesse de la diversité, à la solidarité,
- ❖ Soutenir les acteurs.trices associatifs.ves de première ligne, à commencer par les actions portées par et en faveur des personnes concernées,
- ❖ Récolter des fonds pour soutenir les associations qui viennent en aide au quotidien aux personnes fragilisées par les effets des politiques sociales et migratoires.

Le label pendant la crise du coronavirus

Le secteur culturel a été très impacté par la crise sanitaire. Nul besoin de revenir sur le lourd tribut que le secteur paie dans le cadre de cette crise. Derrière tous les spectacles, les expositions, les rencontres déprogrammées, il y a les milliers de personnes qui se retrouvent dans l'incapacité d'exercer leur métier, parfois privées de ressources; il y a aussi des centaines d'institutions dont la raison d'être s'est trouvée mise à mal par l'interdiction de se rassembler. Cette crise aura au moins eu pour mérite de rappeler que l'écrasante majorité des artistes et des personnes qui travaillent et gravitent autour des "Arts" sont finalement des humains comme les autres, qui paient leur loyer (quand iels le peuvent), leurs courses (quand iels le peuvent) et se retrouvent aussi, comme de trop nombreuses personnes, avant, pendant et après cette crise, dans des situations de précarité indignes.

Entre mars et mai, alors que le premier lockdown battait son plein, et que le travail du label était à l'arrêt forcé, le comité de pilotage a décidé de maintenir l'emploi de Louise, la coordinatrice, pour lui permettre d'organiser avec son association, Les Gastrosophes, la distribution de repas en rue, pour les centaines de personnes sans abri qui ne parvenaient plus à s'alimenter convenablement pendant le confinement.

A l'initiative du RAB/BKO et en lien avec l'engagement de première ligne de Louise pendant cette période et des retours dramatiques des associations de terrain, le comité de pilotage a décidé de mettre en ligne une revue de presse pour informer le secteur des conséquences sociales de crise, en particulier sur des publics déjà très vulnérables.



Mars 2020, chez Les Gastosophes, préparation de 250 repas par jour pour les personnes sans abri.

Le projet pendant la saison 19/20

Pour renforcer le tournant amorcé pendant la saison 2018/2019, dont l'enjeu était de rendre l'action du label et de ses membres plus structurelle qu'humanitaire, nous sommes repartis de certaines propositions du forum ouvert de juin 2019, que nous avons décliné en axes de travail pour l'année.

Déclinaison des proposition du forum ouvert

1

- ➔ Renforcer la diversité dans les institutions culturelles dans la programmation, dans l'accueil et dans la politique RH
- ✓ Mise en place d'un groupe de travail "Diversité et Inclusion" animé par Bruxeo

2

- ➔ Ouvrir les portes des institutions culturelles à d'autres publics, d'autres pratiques...
- ➔ Créer une programmation commune, itinérante, qui rassemble, radicalement désobéissante
- ✓ Elaboration et lancement du projet "Les IMMENSES, manifeste pour le droit à l'aisance" dont l'ambition est d'explorer des langages artistiques pour faire émerger la revendication pour le droit à la beauté et à l'aisance des personnes en situation de pauvreté

3

- ➔ Sortir des murs, aller à la rencontre des publics, des associations... faire lien, physiquement, avec le terrain
- ✓ Organisations de plénières thématiques dans des lieux variés du secteur social, pour favoriser la rencontre

4

- ➔ Travailler dans une dynamique beaucoup plus multilingue (à tout le moins FR/NL)
- ➔ Mieux communiquer, rendre notre engagement beaucoup plus visible
- ✓ Recrutement d'une nouvelle personne chargée de la coordination et de la communication, bilingue et qui dispose de solides compétences en graphisme

I. Le groupe de travail « Diversité et Inclusion »

En septembre 2019 nous nous sommes associés à BRUXEO, dans le cadre de son projet So-Diversity pour lancer un groupe de travail qui rassemble des institutions culturelles désireuses de travailler ensemble au renforcement de la diversité dans le secteur culturel.

Une quinzaine d'institutions se sont emparé de cette question : **Mars, Le 140, l'Atelier 210, Les Brigittines, le Réseau des Arts à Bruxelles ASBL, La Vénérie, la Balsamine, La Concertation - Action Culturelle Bruxelloise, Gratte, BOZAR, Brussels Museums, Lasso, le MAD, Diversité sur scène.**

Joëlle Jablan, chargée du programme So-diversity chez Bruxeo a coordonné et animé cet accompagnement tout au long de la saison. Nous avons bâti le programme du groupe de travail sur trois interrogations récurrentes dans les réflexions du label :

- ❖ Comment accueillir dans les meilleures conditions des publics d'horizons socioculturels variés et parfois en situation de grande vulnérabilité ?
- ❖ Comment travailler la programmation vers une plus grande représentativité des personnes qui composent notre société ?
- ❖ Comment mettre la politique RH au service de cette exigence de diversité ?

Nous avons décliné chacun de ces aspects, l'accueil, la programmation et la politique RH, à travers 6 sessions thématiques.



Découpage des sessions de travail de l'accompagnement « Diversité et inclusion »

GT 1 12/02/20	Introduction et cadre légal Avec Mehmet Saygin, UNISOC	<ul style="list-style-type: none">• Introduction par Bruxeo (le programme So Diversity, la méthodologie, le calendrier),• Présentation du cadre légal en matière de diversité par Mehmet Saygin de l'UNISOC,• Travail en intelligence collective sur les besoins et les attentes des membres,• Présentation de l'outil de diagnostic créé par Bruxeo et invitation des participants à réaliser ce diagnostic pour leur institution.
GT 2 28/05/20 (en ligne)	Le plan Diversité d'Actiris et la labellisation Avec Tiene Holvoet et Luc Schingtienne d'Actiris, et le Wiels	<ul style="list-style-type: none">• Retour sur les diagnostics diversité réalisé par les participant.es du GT,• Focus : la culture d'entreprise,• Présentation des dispositifs et programmes d'Actiris : « Le label diversité »,• Témoignage du Wiels qui a obtenu le « label diversité » en 2019,• Adaptation des objectifs du groupe de travail.
GT 3 20/08/20 (en ligne)	Le racisme anti-noirs dans le secteur culturel Avec Priscilla Adade	<p>En lien avec les mobilisations "Black Lives Matter" et en réaction aux violences systémiques, notamment policières, auxquelles sont confrontées les personnes non-blanches.</p> <ul style="list-style-type: none">• Focus sur les données quantitatives (taux d'emploi, de chômage, accès aux fonctions de décision, selon l'origine),• Témoignage de Priscilla Adade, comédienne, metteuse en scène et militante féministe antiraciste,• Échanges entre les participant.es autour du témoignage de Priscilla,• Réflexions sur l'adaptation de "l'Artfortest" de Mireille Tsheushi Robert, aux productions artistiques des membres (expositions et spectacle vivant), <p><i>Un article de Bruxeo qui revient sur les échanges riches de cette session est disponible en annexe.</i></p>
GT 4 10/09/20	Management et fonctions d'encadrement, focus sur la programmation	<ul style="list-style-type: none">• Partage des diagnostics (retour sur les freins et les difficultés),• Identification en intelligence collective des principaux défis:<ol style="list-style-type: none">1. La diversité dans la représentation artistique,2. Peu de diversité dans les profils de recrutement,3. L'adhésion de l'ensemble des équipes (de la direction aux fonctions d'accueil) au projet de renforcement de la diversité. Le besoin de co-construction,4. La nécessité (et la difficulté) de prendre conscience de ses privilèges.• En sous groupes, propositions de solutions concrètes à ces défis,• En sous groupes, l'adaptation de la checklist diversité à l'offre de programmation, <p><i>La synthèse des propositions de solutions et l'adaptation de la checklist diversité à l'offre de programmation sont disponibles en annexe.</i></p>
GT 5 12/11/20 (en ligne)	L'accueil des publics Avec Sophie Alexandre, Kunstenfestivaldesarts	<ul style="list-style-type: none">• Partage des diagnostics quant à l'accueil des publics,• Adaptation et élargissement de l'outil aux publics,• Témoignages et partage de bonnes et de mauvaises pratiques.
GT 6 à def.	Communication	<ul style="list-style-type: none">• Finalisation des livrables : le diagnostic diversité adapté aux besoins et aux spécificités du secteur culturel et du guide bonnes pratiques,• Feedback sur le processus d'accompagnement.

Les enjeux saillants de l'accompagnement

Comme préalable à la démarche de renforcement de la diversité, le premier défi semble être **l'implication de toutes les équipes dans le projet diversité de l'institution**. Toutes les personnes qui composent les équipes doivent être impliquées dans la démarche, quelle que soit leur fonction, des directions aux personnels d'entretien.

La question des privilèges et l'indispensable prise de conscience des rapports structurels de domination et d'exclusion, figurent également comme des préalables à la démarche d'inclusion. Les valeurs et les intentions louables de bon nombre de travailleur.ses de la culture, ne doivent pas constituer des alibis pour évacuer **la remise en question de ses propres biais, ses propres privilèges**.

Ensuite, sur les outils concrets à mettre en œuvre dans le secteur pour renforcer la diversité, les participants se sont saisis, sous l'impulsion de Priscilla Addade, de la **question des quotas**. Après des échanges animés, les participants ont convenu collectivement qu'il s'agissait de la voie légale la plus juste pour les personnes, mais également la plus contraignante pour les institutions, pour contrer l'entre-soi confortable qui continue trop souvent de caractériser les métiers de la culture.

Cette question de l'entre soi est revenue fréquemment au centre des échanges, les participants ont proposé de renforcer les liens avec des secteurs connexes (le secteur social/ sans-abri, l'éducation permanente, l'aide à la jeunesse...). L'idée de ces **collaborations transsectorielles** vise à élargir les profils de recrutement, de travailler les programmations dans une dynamique plus démocratique, clé d'une meilleure représentativité des personnes et des communautés sur la scène culturelle belge.

Plutôt que de tenter ici une restitution exhaustive, nous avons tâché de mettre en lumière les principaux enjeux identifiés par le groupe de travail et les pistes de solutions proposées.

II. Les IMMENSES, manifeste pour le droit à l'aisance

En réaction au travail du groupe "Diversité et Inclusion" et leur diagnostic quant au peu de représentativité sociale, raciale ou de genre, dans la création artistique subventionnée, un groupe d'institutions se sont engagées dans un projet de création qui vise à restituer l'accès aux moyens d'expression et de création pour les publics en situation de fragilité sociale ou économique.

Cette année, nous avons posé les premiers jalons d'une démarche d'exploration artistique avec les membres du syndicat des IMMENSES (**acronyme d'Individu dans une Merde Matérielle Enorme Mais Non Sans ExigenceS**). La volonté commune des membres du syndicat et des membres du label est de permettre à ces personnes en situation de grande précarité de s'exprimer artistiquement, à travers différents ateliers pluridisciplinaires, pour explorer des formes capables de véhiculer leur revendication pour le "droit à l'aisance et à la beauté".



La rencontre entre les organisations culturelles membres de UNITED STAGES et les IMMENSES s'est faite autour de cette revendication pour le droit à l'aisance et notre conviction commune que la lutte contre la pauvreté ne peut se limiter à la lutte pour des minima (manger, dormir, aller aux toilettes...), persuadés également qu'il est contre-productif, dangereux même, de limiter des personnes à leurs besoins primaires. Pour les IMMENSES et pour les organisations membres du label, lutter contre la pauvreté, c'est lutter pour tous "les petits à côté", toutes les respirations, tous les plaisirs qui font que la vie vaut le coup d'être vécue ; qui font que nous nous levons chaque jour en individus libres, autonomes, capables de créer, de choisir et de nous réinventer. Une posture difficilement audible pour l'heure, alors que partout fleurissent (pullulent) des dispositifs paternalistes ancrés dans le champ de la charité et de l'urgence qui s'intéressent bien plus à la gestion des effets qu'à l'éradication des causes de la pauvreté.

Ce projet hybride, entre éducation permanente et exploration de langages artistiques, rassemble 15 IMMENSES, ici nommé.es artistes IMMENSES, et 8 institutions culturelles Belges francophones ou bilingues, constitués en comité artistique, le reste du réseau, soit 47 institutions de toutes disciplines confondues, soutient le projet pour des questions techniques, des mises en lien, pour la communication ou la diffusion...

Afin de nous prémunir de nos propres biais et tâcher de ne pas répliquer les mécanismes de domination de “ceux qui savent”, “ceux qui ont du pouvoir”, sur ceux “qui ne savent pas” et n’ont aucun pouvoir, l’ensemble du projet est porté conjointement par les artistes IMMENSES et le comité artistique. Le cadre de ces ateliers est pensé conjointement, l’appel à projet pour les artistes intervenants sera rédigé avec les IMMENSES, suite à une session d’intelligence collective, les artistes seront sélectionnés dans une dynamique analogue, au consensus entre les artistes IMMENSES et le comité artistique.

La nécessaire pluridisciplinarité de ce projet s’est imposée à nous pour permettre aux artistes IMMENSES d’explorer différents langages artistiques, de s’appropriier ceux avec lesquels ils se sentent les plus à l’aise, de se nourrir aussi de cette diversité des approches et surtout pour ne pas contraindre leur créativité dans une forme définie ex nihilo.

Plus que le/les produits de la création, ce qui nous importe dans ce projet, c’est le processus qui va permettre aux artistes IMMENSES de choisir comment ils souhaitent créer, avec quel matériau, avec quels objectifs.... Bref, ce qui nous importe c’est de leur accorder la place qui leur revient, au centre de ce processus.



Le syndicat des IMMENSES

Fondé en mars 2019 dans la foulée de la première Assemblée ouverte du mouvement Droit à un toit / Recht op een dak, le Syndicat des immenses s'est d'abord appelé Les précaires en colère, mais « précaire », comme « SDF », « sans-abri » ou « sans-papiers », est stigmatisant. A surgi alors la dénomination valorisante « immense », acronyme de Individu dans une Merde Matérielle Énorme mais Non Sans Exigences. Le Syndicat des immenses est un groupe de pression et d'action, non un groupe de parole. Il porte des revendications, défend les droits des immenses et intervient chaque mois dans l'espace public. Attention, un·e immense n'est jamais seulement un·e immense. Comme l'adepte d'une religion ne se réduit pas à sa foi. Comme tel le.la ressortissant a plus que des origines. Comme la personne porteuse d'une maladie vit aussi autre chose que sa maladie. Tout le monde a des désirs, des compétences, des projets, des frustrations, des angoisses, des hauts et des bas, et toutes les identités sont multiples et croisées. L'« immensité », en d'autres termes, n'est pas une identité. Cela tombe bien : « L'existence d'un monde commun ne demande aucune identité, seulement la capacité de dialoguer» (Hannah Arendt).

Avec ce projet, les artistes IMMENSES disposent d'un espace, à la fois physique et symbolique, pour travailler avec des alliés leur revendication pour le droit à l'aisance et à la beauté, un support pour lui donner une des formes, ils accèdent également à un réseau disposé à se faire écho de leurs voix.

Le comité artistique :

- ❖ Les Midis de la Poésie, en qualité de coordinateur du projet et de conseil poésie;
- ❖ La Vénérie, Centre Culturel et CEC de Watermael-Boitsfort, en qualité de responsable technique & conseil CEC;
- ❖ Passa Porta, en qualité de conseil littérature;
- ❖ L'Atelier 210, en qualité de conseil arts de la scène;
- ❖ Le BRASS, Centre Culturel de Forest, en qualité de conseil pluridisciplinaire;
- ❖ Culture & Démocratie, en qualité de conseil éducation permanente;
- ❖ Le Boson, en qualité de conseil performances et formes immersives;
- ❖ Les Brigittines, en qualité de conseil danse et médiation.

Pour mener à bien ce projet, un soutien de 10 000€ du service des projets transversaux de la Fédération Wallonie Bruxelles a été accordé. Un travail de recherche de financements complémentaires sera nécessaire en 2021 pour mener ce projet à bien.

III. Les réunions plénières thématiques

Sur la base de la proposition du forum ouvert de sortir des lieux culturels pour aller à la rencontre des personnes et des associations et avec l'ambition de renforcer les solidarités chaudes entre secteurs, nous avons décidé d'organiser certaines plénières hors les murs.

« Le Samusocial de Bruxelles, un acteur incontournable de la lutte contre le sans-abrisme »

Le 31 janvier 2020, 22 membres se sont réunis pour la première plénière de l'année dans un centre d'hébergement du Samusocial situé Boulevard Poincaré. L'enjeu de cette plénière était de permettre aux membres de mieux comprendre le travail et l'organisation interne de cette association incontournable qu'est le Samu, mais dont le fonctionnement reste pourtant mal connu.

Marie Anne Robberecht, porte parole néerlandophone du Samu nous a dressé les grandes lignes de la situation du sans abrisse à Bruxelles et a alerté les membres sur l'augmentation inquiétante du nombre de familles en rue et de la demande d'hébergement en général (dénombrement de 2018 : 4 187 personnes sans-abri ou mal logées soit 142% d'augmentation en 10 ans).

Nous avons ensuite échangé sur les actions de soutien que le label peut mettre en oeuvre pour le Samu, notamment en garantissant aux publics du Samusocial l'accès à l'offre culturelle (avec Article 27 par exemple), en organisant des activités culturelles et artistiques dans les différents centres du Samu (Centre Poincaré, Centre Petit rempart, Centre Famille).



Cette rencontre a confirmé la volonté des membres de bâtir des liens de coopération et de solidarité avec des associations de première ligne. Marie-Anne a, quant à elle, insisté sur le besoin de relais des informations et des interpellations diffusées par le Samu.

ANNULÉ : « Rencontre poétique et politique avec le syndicat des IMMENSES, au Cabinet de la Ministre Bénédicte Linard »

Le 10 avril de cette année, nous avons programmé une rencontre entre les membres du label et les membres du syndicat pour réfléchir aux modalités de soutien du label à l'action du syndicat. L'ambition de cette rencontre était également de faire connaître le projet ambitieux et novateur du syndicat des IMMENSES aux membres du Cabinet de Madame Linard ; malheureusement la crise sanitaire nous a contraints à annuler cette rencontre.

Nous prévoyons bien entendu de la reprogrammer dès que les conditions sanitaires le permettent.

« Nos alliances en questions » chez Toestand (en annexe)

Après de longs mois sans réunions plénières, nous avons finalement pu nous rassembler le 16 octobre à l'Allée du Kaai, pour une réflexion sur les solidarités, les alliances et les complicités à mettre en œuvre au sein du label.

L'intervention de Gaëlle de l'asbl Toestand, qui travaille à l'Allée du Kaai, haut lieu Bruxellois de la convergence des luttes, a mis en lumière la complexité de faire vivre et coexister ces alliances, dans un contexte où les parties prenantes ont un accès très inégal au pouvoir, à la représentation, à leurs propres droits, au langage.

Ensuite, l'excellent exposé de Jean Matthys, philosophe et formateur en éducation permanente, nous a permis de réaliser que prêcher pour la convergence et les alliances depuis une fonction de pouvoir, revient à tenter "d'instruire", à ramener dans le "droit chemin" des personnes et des groupes qui en seraient exclus. Outre le fait d'être paternalistes et violentes, ce type de démarches n'amènent jamais une réelle remise en question de ses privilèges, des phénomènes d'exclusion et de domination que chacun crée et perpétue, tout en se donnant bonne conscience.

Pour Jean, les classes populaires n'ont pas à aller au théâtre bourgeois. Elles ont à s'approprier les conditions matérielles et économiques de leur propre production culturelle autonome, en nous expropriant de notre monopole sur ces conditions.

Concluons cette réflexion par une citation de Heiner Müller qui donne matière à penser et nous offre de belles perspectives de travail pour le label :

« l'une des tâches de l'intelligentsia
c'est son autocritique. Le talent lui-même est un privilège, contribuer à sa propre expropriation est un de ses critères »

IV. Une nouvelle coordinatrice



Bonne route Louise...

Après deux années en charge de la coordination et de la communication du label, Louise Martin Loustalot quitte le projet pour se consacrer à l'asbl qu'elle a fondée, Les Gastrosophes. Elle part vers de nouvelles aventures mais reste bien entendu attachée au projet du label, qu'elle aura aussi contribué à faire grandir et qui restera pour elle une première expérience professionnelle hors du commun, aussi vibrante, qu'enrichissante.

Pour assurer un recrutement efficace et une bonne passation de la fonction de coordination, Virginie Cordier (La Vénérie), Noémie Vanden Haezevelde (Le Réseau des Arts à Bruxelles) et Louise Martin Loustalot ont procédé ensemble à la sélection des candidats. Afin de garantir un recrutement non discriminant, une grille de critères associés à des points à été élaborée.

Nous avons reçu 38 candidatures, nous avons ensuite sélectionné 8 personnes que nous avons rencontrées sur zoom. Durant ces entretiens individuels, deux candidats se sont vraiment démarqués, nous leur avons proposé un nouvel entretien en ligne pour prendre notre décision.

La fiche de poste et la grille de critères sont disponibles en annexe.

Et bienvenue Arshia !

Arshia Azmat, jeune graphiste indépendante, a d'emblée conquis le jury de la sélection, tant par sa maîtrise aiguisée des enjeux sociaux et politiques du label, que par ses compétences techniques, notamment ses aptitudes en graphisme et son niveau de néerlandais.

Gageons que sa vision de communicante permettra une plus grande visibilité du label et de ses actions, et que sa pratique du néerlandais amènera une meilleure implication des institutions culturelles néerlandophones.



Organisation du travail

Les pôles de travail

Nous avons tâché cette année de préserver le mode de fonctionnement par pôle que nous avons ébauché l'année passée.

Comité de pilotage

Le comité de pilotage assure la supervision financière du label, les réactions directes à l'actualité et il valide les grandes orientations stratégiques du projet. Les membres du comité de pilotage sont les interlocutrices de la coordinatrice dans la gestion quotidienne. Le comité de pilotage a pu continuer de fonctionner normalement à distance.

Notons qu'Astrid Van Impe (Le 140) a quitté le comité de pilotage et a été remplacée par Lynn Caillau (Brussels Kunstenoverleg).

Pôle diversité et inclusion

Le pôle Diversité, dont l'objet est de faire avancer le chantier de l'inclusion dans le secteur, a pu continuer de travailler presque normalement, notamment grâce à Joëlle de Bruxeo qui a pris en main toute la digitalisation de l'accompagnement.

Notons que les membres de ce pôle ont changé par rapport à l'année passée, ils sont repris dans le point consacré à l'accompagnement donnée par Bruxeo.

Pôle Event et pôle communication

Le pôle event, en charge de l'organisation de l'événement annuel, et le pôle communication n'ont pas fonctionné cette année, du fait de la crise sanitaire.

Les financements

Le soutien structurel accordé par le fonds Maribel permet de couvrir en partie les frais de personnel. Une subvention ponctuelle de la COCOF permet de compléter le budget salaire et combler le déficit endossé par la Vénérie l'année passée qui résultait d'une diminution des subsides promis. Une demande a également été faite auprès du service loterie de la FWB, nous n'avons pas à ce jour reçu la réponse.

Enfin, notons qu'une subvention de 10 000€ attribuée par le service des projets pluridisciplinaires de la FWB, nous permet d'amorcer le projet avec les IMMENSES dans les meilleures conditions.

Récoltes de fonds et actions

Il semble important de préciser que la fermeture des salles pendant la majeure partie de l'année et la question de la survie de certaines institutions ont mis un frein sur les actions de solidarité

Perspectives 2020/2021

Gouvernance et structure du projet :

Il convient d'analyser le fonctionnement du label en termes de structure et de gouvernance à la lumière de l'expérience acquise ces dernières années, en vue de l'ajuster aux besoins et aux ressources.

Stratégie d'action :

À l'image du modèle de gouvernance, il est nécessaire après trois années d'existence, de réexaminer la stratégie du label et de l'adapter en fonction des apprentissages, des rencontres et des défis que nous identifions depuis 3 ans.

Les associations soutenues :

Depuis septembre 2018, nous soutenons les mêmes associations. Une démarche d'audit des besoins devient aujourd'hui indispensable pour s'assurer que les associations soutenues ont toujours besoin de ce soutien, et si d'autres ne peuvent pas à leur tour en bénéficier ?

Plénières thématiques :

Le format des plénières thématiques fonctionne. Il permet aux institutions culturelles de s'approprier des enjeux avec lesquels elles ne sont pas familières, il crée du lien, solide et incarné, entre social et culture. Enfin il contribue à forger un réseau transsectoriel d'acteurs et d'actrices, sociales ou culturelles, qui oeuvrent ensemble à la justice sociale. Cette année, nous avons été contraints d'annuler certaines sessions, il conviendra de les reprogrammer.

Diversité et Inclusion :

Le groupe de travail prendra fin en décembre 2020. Il conviendra alors de mettre sur pied une stratégie d'essaimage des livrables, tant dans le secteur qu'auprès les décideurs politiques. Il est évident que le groupe de travail ne constitue pas une fin en soi, et la coordinatrice et les membres devront penser les suites à donner à ce travail (rédaction d'une convention sectorielle, charte commune, quotas...)

Les Immenses, manifeste pour le droit à l'aisance :

Si le comité artistique pour ce projet est déjà constitué, il reviendra à la coordinatrice de mobiliser l'ensemble du réseau dans la diffusion de ce projet et de trouver d'éventuels financements complémentaires.

Table des Annexes

- 1** Article Bruxeo GT 4: « Institutionnaliser l'antiracisme dans le secteur culturel. »
- 2** Diagnostic Diversité et Inclusion - pistes d'amélioration pour les institutions culturelles.
- 3** Nos alliances en questions. Intervention de Jean Matthys

Comment institutionnaliser l'anti-racisme dans le secteur culturel ?

Depuis le mois de Janvier 2020, BRUXEO, en collaboration avec United-Stages, réunit un groupe de travail (GT) composé d'institutions du secteur culturel afin d'amorcer une réflexion collective sur la gestion de la diversité. Cet été, l'actualité ayant mis sur le devant de la scène la question du racisme, les participant-es ont tenu à échanger sur le racisme Anti-Noirs dans le secteur culturel. Des échanges riches ont eu lieu au sein du GT dont voici les principaux enseignements.

1. REMETTONS-NOUS EN QUESTION et ECOUTONS

A la question, « Citez quatre Noirs connus, évoluant en Belgique, tous domaines confondus, sauf l'art et le sport (académique, politique, associatif etc.) »¹, seulement 2 participant-es sur 10 y parviennent. Ne les blâmez pas, tentez plutôt l'exercice. Cette question n'a pas pour objectif de culpabiliser mais plutôt d'inviter chacun-e à une remise en question personnelle. Pourquoi les Noirs sont-ils invisibilisés, inaudibilisés dans notre société ? Quel rôle ai-je joué ? Comment déjouer cela ? Nous portons tout-e-s en nous ces rapports de domination, qui sont imprégnés dans la culture. L'important c'est déjà d'en prendre conscience.

La déconstruction des rapports de domination passe aussi par l'écoute. Faisons preuve d'humilité. En tant que personne blanche, l'on ne peut prétendre connaître le racisme. Écoutons l'expérience du vécu. Priscilla ADADE, actrice et militante féministe et anti-raciste, productrice et professeure au cours Florent, témoigne, et ses mots resonnent encore :

« Les non-blancs jouent toujours des non-blancs. Le Noir sera le Noir, et jouera le stéréotype que les auteurs et les metteurs en scène ont du Noir. Les producteurs et productrices blancs feront des films qui reflètent leur image des Noirs. Les Noirs sont invisibles en dehors du plateau. Ils ne sont ni metteurs en scène, ni auteurs, ni scénographes, ni créateurs lumière, ni producteurs, ni régisseurs... Ils se trouvent peut-être parfois à l'accueil ou au vestiaire. Si tu es porteur ou porteuse de projet Noir, il est impératif que ton projet porte sur le fait que tu sois Noir sinon ça ne les intéresse pas. Tu n'auras pas les soutiens dont tu as besoin. Tu seras cantonné-e à travailler bénévolement, à t'esquinter à essayer de provoquer ces rencontres qui te permettront, peut-être, un jour, d'avoir un petit rôle ... un petit rôle de Noir, évidemment. »

2. REFLECHISSONS D'ABORD A L'INCLUSION PUIS A LA DIVERSITE

Il est primordial de créer un environnement « safe » où chacun-e se sent valorisé-e, bienvenu-e, intégré-e et inclus-e, et ce, dans le respect des différences individuelles.

3. CHOISSONS LES MOTS JUSTES

« Le racisme ne se discute pas, on se bat contre le racisme. » Melat Gebeyaw Nigussie, directrice générale et artistique du Beursschouwburg

Les mots ont un pouvoir : celui de nous interpeller, de nous faire réfléchir. C'est la raison pour laquelle le choix des mots que nous utilisons est essentiel. Sans diminuer la force des témoignages

¹ Test inspiré du livre de Mireille-Tsheusi Robert, avec la collaboration de Nicolas Rousseau, "Racisme anti-Noirs, Entre méconnaissance et mépris", Couleur livres, 2016

des expériences du vécu, il faut être dans une posture active de recherche de solutions, de stratégie anti-raciste, et non simplement dans le constat que le racisme existe. Car tout le monde sait qu'il existe, de manière explicite et interindividuelle, mais aussi de manière bien plus insidieuse et invisible, au niveau institutionnel. Nous disposons de chiffres, d'études, de témoignages pour appuyer ce constat. Mais, concrètement, que fait-on ? Ainsi au titre initial « le racisme anti-Noirs dans le secteur culturel », nous substituons le titre « comment institutionnaliser l'anti-racisme » ? Action.

4. AGISSONS

- **Décoloniser les espaces de pouvoir**

Il revient à chaque institution de s'interroger sur qui détient le pouvoir en son sein et de prendre des mesures adéquates.

« Le Conseil d'Administration est composé majoritairement d'hommes blancs, avec une moyenne d'âge de 55 ans. Nos conditions d'accès au CA sont en effet restrictives. Nous envisageons une modification de nos Statuts aux fins de nous permettre de recruter des personnes qui peuvent être externes à l'organisation, et sans condition de diplôme élevé. Elles pourront faire bénéficier notre institution d'une richesse de nouvelles perspectives. »

Au-delà même de la plus-value certaine d'une telle initiative au sein d'une institution culturelle, il y a aussi l'effet symbolique. Encourager les personnes non-blanches à occuper des postes à responsabilité, envoie un signal très fort à celles qui n'osent même pas candidater car elles ne se sentent pas légitimes dans les sphères du pouvoir.

- **Définir des valeurs communes et les communiquer**

Les bonnes pratiques en matière de recrutement neutre ne manquent pas : anonymisation des procédures de recrutement, diversification des canaux de communication de son offre d'emploi, valorisation de l'expérience plutôt que du Diplôme etc.

Et pourtant, pour certain-es, un constat : *« Les personnes non-blanches ne candidatent pas »*. Comment rendre l'offre attractive ? Comment faire pour que chacun-e se sente bienvenu-e ?

Diversifier ses équipes et les espaces de pouvoir au sein d'une institution culturelle reste un leurre si cela ne s'appuie pas sur des valeurs communes de diversité et d'inclusion explicitées et gravées dans l'ADN de la structure et qui guident chacune de ses missions.

Ces valeurs fortes, ancrées dans la pratique de l'organisation, doivent impérativement être connues du public et communiquées, notamment dans les offres d'emploi.

- **Travailler sur l'offre culturelle mais pas uniquement !**

Le public doit se sentir représenté dans la production artistique, non seulement dans le produit fini (par exemple, la présence de personnages afro-descendants sur scène) mais également intrinsèquement, dans la conception même du produit (l'œuvre doit être pensée par des afro-descendants).

Outil : « L'art-for test » : diversité dans les œuvres artistiques de Mireille-Tsheusi Robert – « Racisme anti-Noirs, Entre méconnaissance et mépris », Couleur livres, 2016, pp. 163-164. Inspiré des tests de Bechdel et de Finkbeiner, l'autrice a créé un test avec 31 affirmations auxquelles il faut répondre par oui ou par non pour évaluer si un film a des chances d'être

respectueux pour les afro-descendants. « L'idée est de savoir dans quelle mesure les œuvres qui nous sont proposées par l'industrie cinématographique n'entretiennent pas une vision mono-ethique, mono-culturelle ou monoraciale du monde. Dans quelle mesure elles représentent, à valeur égale, les afro-descendants. »

Nous sommes d'avis que l'outil peut être également utilisable pour évaluer une représentation théâtrale, et facilement adaptable pour une exposition d'œuvres figuratives.

Revoir ses codes ? « Lorsque l'on propose une œuvre artistique à une institution culturelle, la constitution d'un dossier est déjà réhivitoire pour certaines personnes. Comment fait-on un dossier ? Ces codes ne sont pas accessibles à tout le monde. Les institutions devraient accorder aux porteur-euses de projet une plus grande liberté, de leur permettre de parler d'un projet artistique de la manière dont ils/elles veulent le faire, dans leur propre langage. »

Prudence toutefois. Adapter son offre culturelle pour attirer un public diversifié, non-blanc, n'est pas la réponse absolue. Il y a quelque chose de plus complexe en jeu. La réflexion doit être menée à différents niveaux. Par exemple, au niveau du bâtiment : le public-cible se sent-il à l'aise dans le bâtiment, l'espace est-il « safe » ?

- **Imposer des quotas ?**

« En laissant les gens régler seuls les questions de diversité et d'inclusion, ça ne marche pas. »

Finalement, la solution ne réside-t-elle pas dans la sensibilisation, l'information et l'incitation à engager des personnes non-blanches dans les postes de direction, les Conseils d'Administration et les équipes ? La question reste ouverte.

« Le nombre de non-blanc dans une organisation ne doit pas être le seul indicateur diversité ! »

En tout état de cause, la diversité n'est pas qu'une question de chiffres. Afficher une équipe multiraciale, donne, certes, une belle image de son institution mais le changement doit s'opérer de manière plus profonde. Il est primordial de s'interroger sur la place des personnes non-blanches dans les institutions culturelles (disposent-t-elles de contrats de travail stables, qui ne se rapportent pas à des tâches logistiques, techniques ou administratives ?) ainsi que sur les valeurs de l'institution et leur mise en pratique.

Cette réflexion s'inscrit dans le cadre du Projet So-divercity de Bruxeo ayant pour but de promouvoir la diversité et de lutter contre toutes les formes de discrimination dans la gestion quotidienne des entreprises à profit social bruxelloises. Découvrez nos différents services [ici](#).

GT 4 - 10/09/20

En premier lieu, les participant.es du groupe de travail ont identifié les principaux enjeux en matière de diversité auxquels iels sont confronté.es.

Voici les 4 enjeux majeurs:

1. La diversité dans la représentation artistique,
2. L'adhésion de l'ensemble des équipes (de la direction aux fonctions d'accueil) au projet de renforcement de la diversité. Le besoin de co-construction,
3. Peu de diversité dans les profils de recrutement,
4. La nécessité (et la difficulté) de prendre conscience de ses privilèges.

Dans un second temps, en sous groupe, les participants ont travaillé une série de solutions, concrètes et réalisables, en lien avec les principaux freins identifiés:

CAS 1: Diversité dans la représentation artistique

- 40% Imposition de quotas (dans la programmation et dans les recherches de résidence)
- 15% Ne pas valider de projets trop rapidement et se donner le temps de chercher des projets représentatifs de la diversité
- 15% Définir des critères pour assurer une plus grande diversité
- 15% Faire appel à un jury extérieur d'experts et de partenaires
- 15% L'équipe de programmation doit être représentative de la diversité

CAS 2: L'adhésion de l'ensemble des équipes (de la direction aux fonctions d'accueil) au projet de renforcement de la diversité. Le besoin de co-construction.

- 50% S'imposer un temps de diagnostic et d'évaluation commun et récurrent, dans le travail au quotidien, à tous les échelons. Ex: les publics, la programmation, les bénévoles etc.
- 25% Créer un espace de dialogue / un « safe space », avant l'élaboration de chaque projet où l'on peut exprimer ses craintes et ses appréhensions sans être jugé-e.
- 15% Création de groupes de travail (par projet ou thématique) :
 - Nécessité de motiver les individus au préalable
 - Effet boule de neige
- 5% Sensibilisation / formation de l'équipe
- 5% Avoir une personne qui coordonne la co-construction au sein de l'équipe et la motive

CAS 3: Peu de diversité dans les profils de recrutement:

- 30% Sortir des canaux de communication traditionnels. Aller au-delà de son entourage!, aller au-delà de culture.be par ex. En interne: informer clairement tous les membres de l'équipe de la sélection en cours (y compris la maintenance / l'entretien)
- 25% Porter une attention particulière à la rédaction de l'offre
- 20% Prendre des risques en sélectionnant des candidat-es qui ne répondent pas forcément à tous les critères :
 - « En quoi ce candidat m'étonne? »
 - « Pourquoi suis-je déconcerté-e en lisant cette candidature? »
 - Être attentif au potentiel plutôt qu'aux compétences
- 20% S'imposer des quotas
- 5% Faciliter le processus de sélection (cf. ZINNEMA)

CAS 4: La nécessité (et la difficulté) de prendre conscience de ses privilèges.

- 50% Créer un outil d'évaluation transversale qui va à l'encontre de l'auto-évaluation:
 - Transparence des critères d'évaluation
 - Évaluation horizontale
- 40% Formation / workshop
 - Exercices ludiques sur les biais inconscients / Sur la question des privilèges
- 5% S'imposer des quotas
- 5% Enquête annuelle auprès des équipes

Dans un troisième temps, les participant.es ont adapté [la checklist diversité de Bruxeo](#) à l'offre culturelle. Voici la synthèse des critères travaillés:

1. Le contenu de l'activité reflète-il la diversité socio-culturelle bruxelloise sans que le propos de l'activité ne soit directement corrélé à une question de diversité ?
2. La société civile est-elle impliquée, d'une manière ou d'une autre, dans l'élaboration de la programmation ?
3. La thématique est abordée à travers différents prismes socioculturels ?
4. Les questions de diversité et d'accessibilité sont-elles pensées à tous les moments de la programmation (élaboration, diffusion, médiation) ?
5. Les activités sont-elles proposées en plusieurs langues ?

1. Me présenter, me situer :

Jean Matthys, philosophe de formation, je termine une thèse de doctorat à l'UCL, et fraîchement engagé à mi-temps comme chargé d'études à la Fondation Travail Université, association d'éducation permanente rattachée au Mouvement Ouvrier Chrétien. Par ailleurs, je donne depuis 4 ans cours de philosophie dans l'école syndicale de la CNE. Disons donc que je parle ici en mon nom, mais depuis une perspective plutôt issue de la recherche académique, mais aussi en lien avec des organisations d'éducation permanente liées au monde syndical.

2. United stages

United Stages est né d'un élan de solidarité. US s'est comporté en soutien et en alliés de groupes et d'associations existantes, extérieures au champ des institutions culturelles.

- Soutien logistique, d'abord, d'accueil aux personnes migrantes dans une situation d'urgence, individus condamnés de fait à une situation de non-accueil absolument indigne, intolérable.
- Soutien financier, ensuite, aux associations de première ligne qui viennent en aide aux personnes précarisées, fragilisées par la situation sociale, politique et migratoire. Plateforme citoyenne, Deux Euros Cinquante, et puis DoucheFLUX, VSP et Solidarity is not a crime.

De ce que j'ai compris, US a été, et est encore, le lieu d'un processus, d'un déplacement, qui, parti d'un élan de solidarité matérielle à une situation d'urgence, en est venu à se poser la nécessité de passer du soutien matériel à des revendications en termes de droits. Et je pense que se pose également maintenant la question de ce que la culture – i.e. les institutions culturelles – peut faire en tant que culture.

Le label semble bien engagé dans le sens, ou au moins dans le souhait, d'une action plus politique qu'humanitaire. Philanthropie, solidarité et/ou militance ? Soutenir les assoc, récolter des fonds, sensibiliser, donner la parole aux assoc et publics lors d'un bord de scène : si assurément ce n'est pas rien, et que c'est même déjà beaucoup, est-ce bien là le dernier mot de ce qu'il est possible de faire ?

Est-ce qu'au-delà de la posture d'allié qui se met au service d'une lutte autre, portée par des groupes, par et pour des groupes dont nous ne faisons pas partie, il n'est pas intéressant de penser des *stratégies d'alliances*, et donc des formes de *convergences* entre des luttes ? Car le secteur culturel a lui aussi ses luttes propres à mener, ses intérêts à défendre (financement, statut d'artiste, quotas), mais aussi ses luttes internes, qui divisent son champ (la question de la représentativité des femmes ou des groupes racisés parmi les créations financées, ou la question de l'accès de publics populaires etc.). Faut-il se contenter de laisser les autres luttes en autonomie complète, et/ou leur apporter un soutien purement matériel sans vouloir leur imposer notre agenda propre ? Ou est-il possible de constituer un véritable front commun avec certaines d'entre ces luttes, qui parviendrait à tisser des liens entre la lutte pour les droits fondamentaux et les droits sociaux, et les droits culturels ?

3. Convergence ?

Dans les milieux militants, la question de la convergence des luttes semble omniprésente. Pour ses promoteurs, elle est la condition *sine qua non* pour une lutte efficace, les différentes luttes singulières devant nécessairement se coaliser et monter en généralité pour pouvoir s'attaquer aux structures de pouvoir qui touchent l'ensemble des groupes sociaux dominés. Pour ses détracteurs, elle cache souvent une forme de prise de pouvoir d'une lutte sur les autres, qui sont enjointes à s'y rallier en mettant de côté leurs intérêts et agenda propres. La convergence, en se voulant *a priori* vecteur de totalisation et d'*empowerment* des luttes (en termes de globalité et d'efficacité) produirait au contraire un effet de hiérarchisation des luttes, entraînant la minoration voire l'invisibilisation de certaines luttes spécifiques.

Si les dominations sont à la fois irréductibles et consubstantielles les unes aux autres, il n'y a pas plus de domination pure que de lutte pure. L'espace conflictuel du social n'est pas constitué de luttes parallèles et séquençables, aux contours, enjeux et limites prédéfinies une fois pour toutes, et qui devraient, au nom d'une injonction morale, sortir d'elles-mêmes et se frotter aux autres, pour s'y soumettre ou les annexer. C'est parce que chaque groupe de lutte est toujours déjà constitué par une hétérogénéité plus ou moins convergente, que la convergence est non seulement toujours possible, mais toujours de fait partiellement réalisée. Or, si toute lutte est toujours déjà une forme de convergence, la question devient moins celle de la convergence des luttes en soi que celle de la *lutte des convergences*, c'est-à-dire du choix stratégique à opérer dans la conjoncture pour forger les alliances pertinentes dans la situation concrète qui est la nôtre. La question n'est peut-être pas tant : faut-il de la convergence ? la convergence est-elle bonne ou mauvaise en soi ?, mais plutôt, dès lors que l'on converge toujours plus ou moins, et que nos adversaires nouent eux aussi sans cesse de nouvelles alliances mortifères : quelle (contre-)convergence, comment, avec qui, jusqu'où et pour quoi ?

4. Art politique ?

Comment la culture, acteurs et actrices du secteur culturel, pouvons-nous œuvrer à de l'émancipation ?

Il me semble que US est remarquable précisément d'avoir mis en mouvement des corps et des esprits du secteur culturel sur un mode qui ne soit pas celui, habituel, qui consiste à faire de la misère, de l'exclusion, un *objet*, un thème dans des spectacles. Refusant ainsi d'intégrer l'enjeu comme nouvel objet d'art, un simple contenu repris dans des formes esthétiques inchangées, US a sans doute évité ce que John Jordan et Isabelle Frémeaux appelle l'art extractiviste (Klaxon 13, revue éditée par le CIFAS). Mais US est parvenu à éviter cet écueil en laissant de côté la pratique artistique elle-même : c'est moins comme artistes que la mobilisation a eu lieu, que comme habitants citoyens de Bruxelles qui se mobilisent pour venir en aide à des personnes en situation intolérable dans notre ville, ou en tant que membres d'institutions qui peuvent profiter d'être publiques pour demander à leur public de faire des dons etc. Mais une question reste alors en suspens : comment transformer les manières même de faire de l'art, de faire de la culture, comme manière de répondre à ces enjeux ? Ni les prendre comme simples objets dont on peut extraire une plus-value esthétique, ni comme enjeux externes qui ne concernent pas notre pratique culturelle elle-même : mais comme le

surgissement de quelque chose qui nous force à transformer nos manières de faire, et de questionner en profondeur le sens même de ce que l'on fait. Et de ne pas s'arrêter trop vite dans ce questionnement, aller jusqu'au point où la question de la pertinence de l'art, de la pratique culturelle en tant que telle peut-être mise en question.

Frémeau et Jordan défendent ainsi une nouvelle pratique de l'art où l'art serait conçu et pratiqué comme quelque chose accompagnerait de manière immanente, interne, des actions politiques de désobéissance civile, d'action directe. Et là il faut noter que la désobéissance civile perd son sens lorsqu'elle devient symbolique ou revendication : c'est précisément une sorte de devenir-esthétique, de devenir-représentation, de devenir-revendication s'adressant à des consciences (de la population et des gouvernants qu'il faut convaincre), au lieu d'une action qui a vocation à être beaucoup plus directement politique : revendiquer, se réapproprier matériellement un lieu, empêcher physiquement la construction d'une prison, bloquer une usine ou une centrale nucléaire, etc. Ces actions font exister immédiatement quelque chose qui nous importe, plutôt que de porter un message qui espère trouver bon entendeur auprès des pouvoirs et des dirigeants. (Faire un spectacle sur les migrants, vs fabriquer les outils qui permettent de couper des clôtures de centre d'enfermement)

Se brancher sur d'autres luttes, leur apporter un soutien matériel sans vouloir les coloniser ou leur imposer notre agenda ; mais en même temps chercher en quoi ce qui se joue dans ces autres luttes, non seulement nous interpelle et nous concerne, mais est ce face à quoi nous avons à répondre, depuis où nous sommes, notre position sociale, nos pratiques, nos moyens. Et voir ce que nos propres luttes sectorielles ont à gagner en degré de radicalisation au contact de ces autres luttes, précisément parce que ce ne sont pas immédiatement nos luttes, mais des luttes autres, qui pourtant nous concernent aussi, selon des voies et des manières qui ne sont pas données, mais qu'il faut inventer, élaborer, travailler, expérimenter, avec imagination mais aussi prudence et soin.

Un exemple de convergence objective qui me semble s'être esquissée dans le parcours de US, c'est autour de cette question des droits. N'y a-t-il pas là quelque chose qui concerne potentiellement tout le monde, précisément parce que cela concerne d'abord un groupe minorisé, celui des exclus, des privés de droits ? Et qu'est-ce que cela pourrait nous inviter à faire dans notre manière de lutter autour des droits des travailleurs et travailleuses du monde culturel ? Par exemple le statut d'artiste. Va-t-on le défendre au nom d'une exceptionnalité de l'art, du travail artistique qui de fait par nature est intérimaire, qui est un travail en réalité à temps plein, un travail permanent, et en même temps un travail qui n'est payé que dans des emplois ou contrats ponctuels ; et donc exige un statut exceptionnel ? Ou au contraire va-t-on chercher à défendre ce droit non pas en le défendant comme un privilège lié à l'exceptionnalité de la culture, mais en défendant sa généralisation, son extension à tous les travailleurs et travailleuses, sous la forme d'un réel droit à une garantie de revenu ? Alors par exemple lutter pour le statut d'artiste ne devrait pas être séparé d'une lutte contre la régression des allocations de chômage pour tous ceux qui ne peuvent pas bénéficier de cette non-dégressivité qu'est le soi-disant « statut d'artiste ».

5. L'art impossible

D'un certain point de vue, l'art, quand il se veut engagé et critique aussi bien que quand il se veut pure esthétique apolitique (comme pure forme ou pure divertissement), est dans les deux cas un moment par lequel le système social existant se justifie. Parce que le système peut tolérer et même financer des œuvres qui critiquent le système ; et parce que le système capitaliste peut bien accorder une valeur essentielle à l'art pour l'art sans demander qu'il soit rentable (l'art c'est important pour donner du sens à la vie, et puis les artistes « ont besoin de s'exprimer », disait Sophie Wilmès pendant le confinement).

Peut-être que le véritable acte émancipateur dans le champ de l'art serait d'abolir ce champ comme champ séparé. Œuvrer à supprimer « la culture », en généralisant à toutes et tous les conditions matérielles de pratiques culturelles autonomes.

Dans un livre à paraître fin du mois, Lagasnerie parle d'art impossible ; cela fait écho à l'idée de Freud selon laquelle il y a trois grands métiers, trois grandes pratiques impossibles : gouverner, soigner et éduquer. La politique comme art de gouverner, la psychanalyse comme art de soigner les esprits, et l'enseignement, ou l'éducation des enfants comme art d'éduquer. Dans les trois cas nous avons affaire à un rapport d'inégalité, un rapport de pouvoir, entre gouvernant et gouverné, patient et médecin, et maître et élève ou parent et enfant. Et à chaque fois, la réussite de cet art se mesure par le fait que, au terme du processus, s'il a réussi, les rapports d'inégalités sont supprimés, désactivés, voire renversés. Le médecin, à travers l'art du soin, œuvre à se rendre inutile, face à un patient désormais guéri. Le politique, doit gouverner les hommes de manière à ce qu'ils gouvernent eux-mêmes leur vie. Et, le maître se rendre inutile en tant que celui qui sait, au profit d'un élève qui désormais sait, mais surtout est désormais capable d'apprendre et de savoir un tas d'autres choses par lui-même, sans la médiation du maître. Dans les trois cas, l'horizon est celui d'une autonomie de la part du dominé, mais qui se conquiert et s'arrache dans une pratique qui est inégale, et impose une hétéronomie au dominé. La réussite de la pratique consiste en la mise en cause radicale du dispositif inégalitaire de la pratique elle-même. Le « maître », s'il fait correctement son boulot, œuvre à se rendre inutile. Il disparaît dans son intervention. En ce sens, un art véritablement politique serait un art impossible, au sens où l'artiste, celui que la division sociale du travail définit comme artiste, doit œuvrer à se rendre dispensable, voire disparaître, au profit d'une pratique culturelle généralisée, plurielle, universelle, de la part de chacun et chacune.

6. Culture ?

(Cf. F. Bruschi, « S'émanciper par la culture ? De la sociologie à l'éducation permanente », Analyse de l'ARC, 2018)

Démocratiser la culture, inclure d'autres publics, et même certaines formes de théâtre participatif, c'est souvent conçu, ou finalement vécu et/ou pratiqué, inconsciemment, comme une manière de distribuer dans les milieux populaires la culture légitime, dominante, la culture des classes dominantes.

Le problème de ces approches, c'est sans doute qu'elles posent les problèmes d'accès à la culture en termes... eh bien « d'accès » à la culture, qui doit s'opposer à l'exclusion. Mais en disant cela, on pose les classes populaires comme exclues de la culture... et donc dépourvues de culture. Alors qu'elles sont tout au plus dépourvues de *cette forme particulière* de culture qu'est la culture dominante.

Ainsi, en voulant distribuer la culture, intégrer d'autres publics, on reproduit précisément ce contre quoi il faudrait lutter : à savoir l'idée qu'il existe *une culture légitime*, et que ceux qui ne consomment ou ne produisent pas cette culture, sont *dépourvus* de toute culture.

C'est le propre d'un rapport de *domination* que de faire passer une situation réelle qui met en présence au moins deux termes, l'un dominant et l'autre dominé, à une situation à un seul terme : « La Culture » tout court, universelle, et tout le reste se définit dans son rapport de proximité ou d'éloignement relatif à elle. On substitue un schéma d'antagonisme à plusieurs termes (culture dominante et culture dominée) à un schéma en cercle : au centre LA culture, qui incarne le pôle « plein », et puis autour, distribués autour, les exclus, les « privés-de », définis par un manque vis-à-vis de la norme de la culture dominante (le plein), mais néanmoins toujours déjà inscrits dans la sphère d'attraction du pôle plein de la Culture. Une domination repose toujours sur une prétention du groupe dominant à incarner l'universel, par rapport auquel toutes les formes de vie subalternes apparaissent pleines de particularités qui les éloignent ou les rapprochent de la norme qui ne s'avoue pas comme telle, dans un rapport hiérarchique par rapport à la norme mais aussi entre elles. La domination repose toujours une méconnaissance fondamentale de la domination : la domination ne peut pas s'explicitier comme telle par les groupes dominants, et elle doit être vécue par les groupes dominants et aussi les groupes dominés comme un pouvoir légitime, quelque chose de normal et justifié – c'est-à-dire quelque chose qui n'est pas une domination. Évidemment il y a du côté des dominés une capacité à percer le voile de cette méconnaissance, et à penser cette domination comme telle. D'où que c'est toujours du côté des dominés que surgit la possibilité d'une connaissance du réel social, et c'est un surgissement qui est vécu comme violent par les dominants – eux qui exercent une violence permanente mais invisible, littéralement impensable pour eux.

Il y a culture dès lors qu'un groupe social se donne les moyens de penser et habiter sa condition, dans toutes ses ambivalences, pour la supporter, se la réapproprier, la transformer. La culture relève tout ce qui est de l'ordre symbolique au sens large, production de discours, de représentation, formes de langage et styles de paroles, manières d'habiter son corps, de l'incarner dans l'espace public, etc. - tout cela constituant pour les individus, groupes et classes une *manière de vivre et se représenter leurs conditions d'existence*. La culture est fondamentalement une capacité pour un groupe de *poser lui-même ses propres problèmes* : les termes de la question, et les manières possibles d'inventer une réponse. Or les conditions d'existences étant variables entre les groupes sociaux différents, il y a nécessairement une pluralité de formes culturelles, relativement autonomes. Relativement autonomes, parce que la culture populaire se rapporte nécessairement à la culture dominante qui domine le champ social conflictuel, mais pour se l'approprier, ou la renier, s'en foutre complètement, ou la parodier. Il y a un caractère actif des classes populaires vis-à-vis de la culture dominante, qui vient réagir sur la culture dominante. Et la culture dominante elle-même ne cesse de tenter de récupérer les inventions des cultures dominées, en les passant au moulin des normes de son champ. La culture populaire travaille sur d'autres problèmes que les nôtres, elle produit

d'autres problèmes, d'autres questions. C'est dans cette revendication en acte de poser ses propres problèmes qu'elle rompt le plus radicalement avec la culture dominante qui avant même d'imposer des réponses ou des contenus, impose des questions, des formes et des manières de faire.

Il faut parvenir à tenir les deux bouts de ces deux affirmations en tension l'une avec l'autre :

- Les cultures populaires sont de vraies cultures, avec leur autonomie, leur singularité
- Les cultures populaires sont des cultures dominées, puisque, dans l'état actuel de la société, inscrites dans la sphère d'influence, d'attraction/répulsion de l'astre solaire qu'est la culture dominante légitime. Il n'y a pas de culture populaire pure, pas plus qu'il n'y a de peuple pur à l'abri de l'influence des dominants.

La question ne peut être ni d'intégrer les sans-culture à La Culture ; ni à l'inverse de fantasmer une culture populaire intrinsèquement bonne, pure, émancipatrice.

7. Les moyens de production culturels

Je voudrais suggérer, proposer à discussion, que l'enjeu gagne à être déplacé du côté de la production, des conditions de production. Ce qu'il s'agit peut-être de faire – et il faut voir comment concrètement les institutions de la culture peuvent y contribuer avec leurs moyens propres – c'est œuvrer aux conditions de production de culture autonome, laissant aux classes populaires la souveraineté entière sur les formes et les contenus de leur culture.

Dans une perspective marxiste, la domination de classe ne se réduit pas à ce que l'on entend souvent par là lorsqu'on mentionne la classe dans la trinité des dominations de classe/race/genre. On entend souvent par domination de classe, dans un certain regard sociologique bourdieusien étroit, les discriminations et les violences symboliques. Mais pour les marxistes, la domination de classe, ce n'est pas que les pauvres n'ont pas assez de capital économique, ou de capital culturel. La domination de classe est d'abord et avant tout l'effet d'une structure, l'effet d'un mode d'organisation sociale de la production, le mode de production capitaliste. Celui-ci se caractérise par le fait que les moyens de production sont la propriété exclusive de certains, et que le reste écrasant de la population n'a rien d'autre que sa force de travail, forcée à la louer aux capitalistes en échange d'un salaire, mais ce faisant contribuant à l'accroissement du profit, et ainsi à aggraver la source de sa misère. Le problème ne se réduit pas à la misère. Le problème est avant tout celui de la souveraineté sur la production. *Dans le mode de production capitaliste, les travailleuses, sont dépossédés des moyens concrets de produire et reproduire leur vie, de décider de leur vie.* Qu'est-ce qu'on produit, comment on produit, combien, pour qui, pour quels besoins, avec quelles ressources, et comment on maintient le métabolisme homme-nature, etc. : toutes ces questions que le mode de production capitaliste ne peut pas laisser décider démocratiquement par tous, parce qu'il est animé par la seule exigence de production de profit. *La domination de classe, c'est la non-maîtrise pour les dominés de leurs conditions matérielles d'existence.* Le prolétariat ce n'est pas les pauvres en déficit de capital économique ou symbolique, ce n'est pas une catégorie de revenus, c'est ceux qui sont contraints de vendre leur force de travail sur le marché du travail parce il n'ont pas la maîtrise directe sur leurs conditions matérielles

d'existence, moyens de production et de reproduction de leur vie, qui sont aussi les moyens d'expression de leurs puissances d'agir et de penser. Et c'est donc aussi bien ceux qui sont exclus de l'emploi : ceux-là non plus n'ont pas la maîtrise sur les conditions de leur vie. Le capital est une domination sur le travail, mais aussi bien sur le non-travail, il condamne nécessairement un grand nombre de personnes à du non-travail forcé, en fonction de ses propres besoins de main d'œuvre en fonction de la conjoncture économique.

En mobilisant un tel regard marxiste sur les questions culturelles, on pourrait dire que ce que monopolise la classe dominante, ce n'est pas seulement la prétention à la légitimité de sa culture en l'érigeant en unique Culture universelle : ce sont les *moyens de production culturels* : fonds, subsides, bâtiments, infrastructures, outils, personnels, écoles, etc. Tout ce qui permet aux individus et groupes de produire les objets symboliques qui leur permettent de produire du sens sur leurs conditions d'existence. Il ne s'agit pas de minimiser le monopole symbolique sur la culture légitime, mais de dire que ce monopole repose sur un monopole de moyens matériels de production. Et *c'est d'abord et avant tout en vertu de ce monopole matériel, très concret, des moyens de production culturels, que la classe dominante peut présenter sa culture comme l'unique culture universelle*. Et peut-être que si l'on ne met pas cette question au travail, tout ce que l'on fera, ce sont des aménagements marginaux, un vernis inclusif qui aura plus pour effet de légitimer la culture dominante et la domination matérielle de la classe dominante sur la culture : « vous voyez bien que notre pouvoir est légitime, et n'est pas une domination, puisque nous arrivons à inclure les Autres et les faire entrer dans la culture universelle », ou encore « nous payons des artistes pour qu'ils critiquent le système, voyez, nous sommes une démocratie » - une démocratie d'opinion qui s'arrête aux opinions et représentation, et ne concerne pas la maîtrise démocratique des moyens de production. Marx concluait le Capital par ces mots : « L'heure de la propriété privée capitaliste a sonné. On exproprie les expropriateurs. ». Peut-être serait-il temps d'exproprier les expropriateurs de culture, exproprier les expropriateurs des moyens de production culturels – et qui sont par ailleurs aussi des exploiters de la production culturelle des masses.

Une lutte radicalement égalitaire dans le champ de la culture, c'est une lutte non pas pour la démocratisation de la culture, mais pour l'instauration des conditions matérielles d'une souveraineté démocratique sur la production culturelle. Cette lutte doit lutter contre ce que l'on pourrait appeler l'aliénation culturelle : il ne s'agit pas de leur donner des outils pour comprendre notre théâtre bourgeois, notre Culture, ou encore les intégrer à la production sous la seule forme des projets participatifs. L'aliénation c'est être privé des conditions matérielles de l'expression de sa puissance d'agir et de penser. C'est ne pouvoir effectuer ces puissances que sous la loi et le commandement d'un Autre, c'est-à-dire à ses conditions. Aliénée de la culture les classes populaires ne le sont que dans le sens où elles sont exclues des lieux qui concentrent les moyens financiers, matériels, humains de production culturelle. Une fois encore, cela étant dit, les dominés produisent déjà aussi leur culture, se ménagent des espaces à eux, à l'écart de la domination.

Sans doute il faudrait commencer par voir ce que, de manière autonome, ils expriment comme leurs besoins : besoin de soutien matériel, financier, infrastructurel ?

Peut-être faut-il envisager, si tel est une demande qui émerge de ces groupes, de leur fournir des parts de nos subsides, leur donner accès à des lieux, avec un véritable chèque en blanc quant à ce qu'ils « devraient » produire, et comment produire, et pour qui. Il n'y a rien qui

garantisse que ces productions nous plairont à nous, qui adhérons plus ou moins fortement aux normes culturelles dominantes. D'une part, le fait que ça ne nous plaise pas, que l'on disparaisse complètement de l'équation pourrait peut-être précisément le signe de réussite du processus de notre expropriation. D'autre part, si l'art peut bien toujours véhiculer quelque chose comme de l'universel, ce n'est jamais comme quelque chose de neutre, d'accessible à toutes et tous identiquement ; mais plutôt comme quelque chose qui se traduit, se communique, depuis les positions singulières de chacune et chacun. L'universel ne se décrète pas ; il résulte de la production autonome et souveraine d'expressions culturelles qui peuvent élaborer un processus de mise en rapport, de traduction. L'universalité n'est pas ce dans quoi nous sommes ou ce dans quoi nous devrions décider de nous placer immédiatement : elle résulte d'une expérimentation, d'une communication entre singularités. Et cela requiert d'abord un moment d'autonomie radicale.

Le travail politique des institutions culturelles pourrait consister à se mettre à l'écoute et au service des besoins de ce public, et de leur donner les moyens effectifs, y compris matériels, de définir, exprimer, faire et exister et défendre ce qui leur est nécessaire, vital, désirable, sans présupposer ce qui est bon pour eux. De ce point de vue, les actions de United Stages autour de l'accueil d'urgence, même avec son caractère humanitaire, sont dans cette logique de se mettre au service de quelque chose d'autre.

Mais peut-être la question se pose de savoir ce que les institutions culturelles ont à apporter depuis leur perspective et leurs moyens propres, et ce qu'elles ont à faire en termes de transformation de leurs pratiques.

Il ne s'agit pas d'intégrer, assimiler ou émanciper les classes populaires ou les groupes racisés qui sont de facto exclus de la culture – de « notre » culture. Il s'agit de créer les conditions économiques, institutionnelles, symboliques, d'une production culturelle populaire autonome.

La culture n'est pas un produit : pas tant au sens de qu'elle n'est pas une marchandise, mais surtout parce qu'elle est une pratique, un processus de production et de consommation esthétiques, avant d'être un produit. C'est en tant que pratique que la culture a de la valeur. La lutte pour les droits culturels ne peut donc se focaliser sur l'accès aux produits culturels, mais doit concerner avant tout l'accès réel aux moyens de production culturels.

8. Consentir à sa propre expropriation ?

Aucune politique ne peut se contenter du sacrifice. Contribuer à sa propre expropriation, c'est autre chose, ou plus que renoncer volontairement à ses privilèges. C'est à la fois plus difficile et plus facile : plus difficile parce qu'il s'agit de créer des conditions de vie, de production et d'expression dans lesquelles nous n'avons même plus le choix de renoncer volontairement à ses privilèges : il s'agit bien de s'en faire exproprier, avec la violence que l'expression charrie. Exproprier c'est bien un sous-entendu marxiste, et l'analogie souligne ceci : Exproprier les capitalistes, ce n'est pas leur demander de renoncer à leurs biens, ou leur demander de faire un peu moins de profit. C'est leur arracher les moyens de production, de force. Idem pour la culture. Plus difficile que le sacrifice donc, parce qu'on ne maintient même pas la maîtrise sur ce que l'on lâche, ce que l'on consent à lâcher volontairement. C'est

œuvrer à un mouvement qui détruit notre propre fonction sociale comme forme de vie séparée comme producteur.rice culturelle. Mais d'une certaine manière, c'est aussi, disais-je, peut-être plus facile, ou en réalité plus joyeux que le sacrifice. Puisqu'il s'agit de faire exister des espaces de solidarité concrète, des espaces de contre-pouvoir effectif, à partir duquel nous luttons, pour lequel nous luttons, et qui atténue l'aspect sacrificiel de la démarche. On ne fait pas que perdre, se dessaisir : ce faisant, on gagne un autre monde, une autre vie, où la jouissance esthétique des uns n'a pas pour condition la misère matérielle des autres.

Pour utiliser un argument instrumental : Si vous voulez que l'on défende la culture, que les gens se mobilisent pour défendre la culture, dans un contexte où elle est menacée comme jamais – une menace qui prend deux formes : le définancement, mais aussi la mise au pas du pouvoir fasciste qui a besoin de la culture pour assurer son hégémonie sur les corps et les esprits – ; eh bien si vous voulez que les gens se mobilisent, n'attendez pas qu'ils se mobilisent pour l'amour de l'art, pour l'amour de l'art bourgeois. La seule culture qui mérite d'être défendue, et qui a une chance d'avoir un réel soutien populaire, sera une culture populaire par et pour les classes populaires.

Le secteur culturel ne sera efficace et puissant politiquement que s'il sort de la logique des représentations, des discours, de l'idéologie. Il ne s'agit pas pour l'art de contribuer à la politique en faisant prendre conscience aux gens. La culture c'est faire un monde commun, et apprendre à faire ensemble.

Il ne s'agit pas de faire venir les classes populaires au théâtre tel qu'il existe. Il ne s'agit peut-être même pas d'être inclusifs, de vulgariser, de médiatiser. Parce que la question de la domination de classe dans le champ de la culture, ce n'est pas seulement la question de la violence symbolique (perspective bourdieusienne étroite), mais tout aussi bien et avant tout celle des moyens de production culturels. *Les classes populaires n'ont pas à aller au théâtre bourgeois. Elles ont à s'appropriier les conditions matérielles et économique de leur propre production culturelle autonome, en nous expropriant de notre monopole sur ces conditions.*

Heiner Müller écrivait : « l'une des tâches de l'intelligentsia c'est son autocritique. Le talent lui-même est un privilège, contribuer à sa propre expropriation est un de ses critères ».

Et Marx, dans *l'Idéologie allemande* (1845) : « La concentration exclusive du talent artistique chez quelques individualités, et corrélativement son étouffement dans la grande masse des gens, est une conséquence de la division du travail. (...) Dans une société communiste, il n'y aura plus de peintres, mais tout au plus des gens qui, entre autres choses, feront de la peinture » (397)